

# Natacha Polony et Nicolas Baverez: «Sommes-nous toujours en démocratie?»

GRAND ENTRETIEN - Confrontée à la crise sanitaire et au déclin économique, notre démocratie est-elle en train de défaillir? C'est la question provocatrice que posent Nicolas Baverez et Natacha Polony dans leurs nouveaux livres. Tous deux s'interrogent aussi bien sur la restriction des libertés publiques que sur la perte de souveraineté des classes moyennes et populaires.

Par [Alexandre Devecchio](#) et Victor Rouart

Publié le 12/02/2021 à 10:40, mis à jour le 12/02/2021 à 11:18



Natacha Polony, journaliste, et Nicolas Baverez, essayiste. ©Léa Crespi pour le Figaro Magazine

## La semaine du FigaroVox - Newsletter

Le samedi

Retrouvez les chroniques, les analyses et les tribunes qui animent le monde des idées et l'actualité. Garanti sans langue de bois.

*Natacha Polony est journaliste et auteur, notamment de Sommes-nous encore en démocratie? (L'Observatoire 2021) et Nicolas Baverez est essayiste et auteur notamment de L'alerte démocratique (L'Observatoire 2020).*

---

**FIGAROVOX. - La crise du coronavirus a forcé les gouvernements à prendre des mesures coercitives, que pensez-vous de la notion de dictature sanitaire que l'on a entendue récemment de la part de certains adversaires?**

**Natacha POLONY.** - Il faut se garder de termes excessifs, ce terme de «*dictature sanitaire*» est employé à mon avis, à tort et à travers. En revanche, les experts, en particulier médicaux, ont été placés dans une position qui ne devrait pas être la leur du point de vue démocratique. Ils l'ont été par des gouvernants qui n'assument plus leur rôle. Le comité scientifique a servi de caution à un pouvoir qui jouait sur la peur pour maîtriser les populations. Et même dans les moments de pause de l'épidémie, la représentation nationale n'a pas été associée aux choix stratégiques. Pire, les gouvernements des pays occidentaux, se sont enfermés dans le court terme, par peur des chiffres de contamination égrenés chaque soir à la télévision, au lieu de jouer leur rôle qui est de penser le long terme. Poser le problème en opposant l'économie et la vie, c'est ne pas comprendre que l'activité économique détermine la vie des gens, leur possibilité de s'épanouir, d'agir. Nous sommes en train d'éradiquer tout une part de la civilisation française en faisant disparaître certains métiers et domaines d'activité ou en les fragilisant. C'est une modification majeure du visage même de la France. Une fois ce constat posé, la question est: Est-ce que cette situation reflète un déséquilibre plus profond? Je pense que c'est le cas. Emmanuel Macron a abusé de tout ce qui pouvait servir à contourner le jeu démocratique. L'effacement du gouvernement au profit du conseil de défense, qui, lui, n'est pas responsable devant le parlement et dont les délibérations sont classées secret-défense, en est un exemple frappant.

Mais ce n'est que l'aboutissement d'une dérive plus lointaine. Une des spécificités de la France face à la crise sanitaire est d'ordre institutionnel. Les institutions de la Ve République ont été progressivement déséquilibrées par les pratiques autant que par les révisions constitutionnelles. La République est, bien sûr, différente des démocraties libérales que l'on trouve ailleurs, mais ces déséquilibres en accentuent jusqu'à la caricature la dimension moins démocratique. C'est ce qui explique que la France vive l'ensemble des crises qui agitent le monde occidental depuis quelques années de manière plus violente. Or, ces crises sont nombreuses. Elles sont l'aboutissement du «*cycle néolibéral*» qui s'est ouvert vers la fin des années 70 et que l'on peut définir par la dérégulation, la suppression des protections mises en place au sortir de la seconde guerre mondiale, au profit d'un marché mondial uniformisé et du libre-échange généralisé. La conséquence principale en est la destruction des classes populaires, puis des classes moyennes dans les pays occidentaux. Et les révoltes que nous voyons sous différentes formes, votes populistes, mouvements de quasi-émeutes, sont la réponse des perdants de ce système.

**Nicolas BAVEREZ.** - Je partage le constat que l'année 2020 a été une année terrible pour la démocratie. Il rejoint l'étude réalisée par *The Economist*, dont le classement des pays par type de régimes ne comporte plus que 23 démocraties à part entière sur 167 pays, recouvrant seulement 8,3% de la population mondiale. La démocratie a reculé sous la pression croisée de la poussée des régimes autoritaires avec le soutien de la Chine et de la Russie, des coups d'État en Afrique et en Amérique latine, mais aussi de la dégradation interne des nations libres du fait des populismes.

L'épidémie de Covid a soumis les démocraties à de très fortes tensions. Elles ont culminé avec la prise d'assaut du Capitole par des partisans de Trump, le 6 janvier 2021. Partout les institutions représentatives ont souffert des restrictions aux libertés fondamentales à la suite des confinements, couvre-feux et autres mesures sanitaires. Dans le même temps, il s'est révélé très difficile en période de pandémie d'organiser des élections, de faire campagne et même d'organiser la continuité du débat public, qui s'est trouvé lui aussi confiné.

# “**Au fil des révisions, la constitution a perdu de son caractère démocratique et est devenue de plus en plus inefficace pour faire face aux chocs de l’histoire.**”

Nicolas Baverez

Au sein des démocraties, la France continue à faire figure d’exception. La Ve République a été créée comme un régime illibéral mais démocratique et conçu pour la gestion des crises. Au fil des révisions, elle est restée illibérale mais a perdu de son caractère démocratique et surtout est devenue de plus en plus inefficace pour faire face aux chocs de l’histoire. La démocratie est fondée sur la souveraineté du peuple qui s’incarne dans le suffrage universel, sur l’État de droit et sur un état d’esprit mêlant modération et dialogue. Le suffrage universel est toujours présent mais, depuis le quinquennat, les législatives sont indexées sur l’élection présidentielle ce qui aboutit à des majorités à la fois énormes et politiquement vides, à l’exemple de cette mandature placée sous le signe d’un parti zombie, LREM. Du coup, le Parlement disparaît et ne remplit plus ses missions de vote de la loi, de contrôle de l’action du gouvernement et de débat public.

L’épidémie de Covid a poussé à l’extrême les pathologies de la Ve République. La gestion de crise a été centralisée par le président de la République à travers le conseil de défense qui est fait pour tout sauf pour répondre à une crise sanitaire. Un nouveau régime de circonstances exceptionnelles a été ajouté, débouchant sur une régression inédite des libertés publiques. Le Parlement s’est trouvé marginalisé et la justice s’est arrêtée pendant trois mois au printemps 2020, ce qui n’a pas d’équivalent dans le monde développé. Ce choix d’un pilotage autoritaire, centralisé et technocratique a abouti à la perte de contrôle de l’épidémie, de l’économie et de l’ordre public. Dans le même temps, des pays comme la Corée du sud, Taïwan, la Nouvelle-Zélande ou l’Allemagne ont obtenu de bien meilleurs résultats pour endiguer l’épidémie et la récession sans sacrifier les libertés publiques.

Le débat public n'a jamais été engagé en France autour de la crise sanitaire. Il a été monopolisé et biaisé par le président de la République et son gouvernement qui l'ont posé dans de mauvais termes en présentant un choix entre l'économie et la vie qui conduit tout citoyen responsable à opter pour la vie. Or le vrai débat est ailleurs et il est beaucoup plus complexe. Les confinements ont laissé de terribles séquelles non pas seulement pour l'activité mais pour la population avec l'arrêt d'une partie des soins non Covid, des dommages psychosociaux en partie irréversibles, la montée des inégalités, le sacrifice de la jeunesse, la mort économique et sociale d'une partie des commerçants, des artisans, des indépendants, des artistes, des sportifs qui voient détruite une vie de travail. Le vrai débat se joue entre la vie et la vie. On ne peut reprocher à des médecins qui ont prêté le serment d'Hippocrate de défendre inconditionnellement la santé de leurs patients. En revanche, ce n'est pas le rôle du politique qui, régi par l'éthique de la responsabilité, doit prendre en compte l'ensemble de la population et toutes les facettes d'une crise qui est évidemment sanitaire mais aussi économique, sociale, générationnelle, internationale. Faute de débat, la France n'a jamais élaboré ni mis en œuvre une stratégie globale contre le Covid. Les désastres en chaîne concernant les masques, les tests, le retard de la campagne de vaccination puis la pénurie de doses ne relèvent ni du hasard ni de l'accident. Ils sont le révélateur impitoyable de l'impuissance de notre État et du déclin industriel et scientifique de notre pays mais aussi du caractère hémiplégique de notre démocratie. C'est donc à bon droit que *The Economist* a dégradé la France en 2020 pour la ranger parmi les démocraties imparfaites. Ce signal d'alerte mérite d'être entendu.

**Le fait de ne pas être en dictature, signifie-t-il pour autant que nous sommes toujours en démocratie? Natacha Polony vous évoquez le concept de «centrisme autoritaire» dans votre livre pour parler de Macron. À quoi cela fait-il référence?**

**Natacha POLONY.** - Dresser le constat que la démocratie est abîmée ne signifie pas pour autant que nous sommes en dictature. Il est important de sortir de cette pensée binaire hélas répandue en tout domaine. Il n'y a pas LA démocratie, et son contraire qui serait la dictature. Il existe différentes

formes de démocratie car celle-ci ne se résume pas à des institutions, ni même à l'État de droit et la liberté d'expression, comme nous avons fini par le croire. La démocratie est aussi une culture, une façon de penser les relations humaines. Deuxième point essentiel: critiquer l'état de la démocratie, notamment en France, ne signifie en rien être favorable à une forme de régime autoritaire.

**“ La critique du système doit au contraire se faire au nom même de la démocratie.**

Natacha Polony

C'est ce qu'essaient de faire croire ceux qui ne veulent surtout pas qu'on s'interroge sur l'état démocratique de la France. Évidemment, il y a des gens, aux deux extrêmes de l'échiquier politique, qui confondent combat contre l'impérialisme américain et tendresse envers Vladimir Poutine. Mais ils ne représentent pas les aspirations majoritaires. La critique du système doit au contraire se faire au nom même de la démocratie. Et la disparition d'une authentique culture démocratique en France est un phénomène particulièrement inquiétant.

Qu'est-ce qu'on entend par centrisme autoritaire? Emmanuel Macron est un personnage politique complexe dont la pratique politique évolue beaucoup. Ce qu'il prêche aujourd'hui est le contraire de ce qu'il affirmait lors de sa campagne en 2017. Mais il incarne, dans son variant français, prototype de la haute administration, ce que l'on peut observer dans de nombreux pays occidentaux: l'adhésion au néolibéralisme n'est pas incompatible, bien au contraire, avec une pratique du pouvoir autoritaire. C'est en cela que le néolibéralisme se distingue radicalement du libéralisme classique. Et paradoxalement, ce sont les politiques issus de la deuxième gauche, Tony Blair en Angleterre ou Bill Clinton aux États-Unis, qui ont été les plus fervents partisans de ce système, et qui ont dérégulé à tout va (tout en menant des guerres au nom du bien et de la démocratie). Libre cours à l'optimisation fiscale, libéralisation des flux de capitaux, économie-casino, suppression du Glass Steagal Act qui empêchait de confondre banques de dépôt et banques d'affaires... Or, ce courant qui se veut central sur l'échiquier politique, soi-

disant modéré, est tout sauf ouvert au débat. Rappelons une évidence. La démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Mais ce courant néolibéral s'appuie au contraire sur ce qu'on pourrait appeler l'épistocratie, c'est-à-dire le pouvoir des «*sachants*».

Pour résumer, selon la formule de Margareth Thatcher, «*there is no alternative*», ce qui, d'ailleurs, était aussi l'exergue de la première interview d'Emmanuel Macron au moment d'être nommé ministre de l'économie. Il n'y a pas d'alternative car il n'y a qu'une forme de «*bonne gouvernance*», celle qui respecte les règles supposées de l'économie néolibérale, libre-échange et division mondiale du travail, considérées comme aussi incontestables que la loi de la gravitation universelle. Mécaniquement, des pans entiers de l'expérience humaine sortent du domaine du politique, de ce qu'on peut débattre collectivement, puisque, justement, cela ne se discute pas. Pendant des décennies, on ne discutait pas politique industrielle, encore moins protectionnisme. Et ceux qui s'opposent sont des ignorants, ils sortent du «*cercle de la raison*». Emmanuel Macron, dans sa version 2017, est un des avatars de cette idéologie, d'autant qu'il a gardé cette dimension autoritaire qui imprègne l'administration française.

**Nicolas BAVEREZ.** - Concernant l'État de droit en France, la dégradation est spectaculaire même s'il est faux de prétendre que nous serions en dictature. À travers l'intégration de l'état d'urgence antiterroriste dans le droit pénal, la création d'un état d'urgence sanitaire, la multiplication des lois répressives pour réagir aux faits divers, nous mettons en place tous les instruments qui permettraient le basculement très rapide vers un régime autoritaire en cas d'élection d'un leader populiste à la présidence de la République. Or ceci n'a rien d'impossible. La République s'est effondrée en quelques jours lors de la débâcle de juin 1940 pour laisser la place au régime de Vichy. Pour l'instant, aucun dirigeant de l'envergure d'un Donald Trump n'a émergé en France. Mais les institutions de la Ve République sont très loin de présenter la même sécurité pour les libertés que les contre-pouvoirs américains qui ont fini par jouer.

Force est de constater que la pratique du pouvoir d'Emmanuel Macron s'est révélée très autoritaire et technocratique, aux antipodes de sa campagne placée sous le signe du libéralisme et de l'ouverture vers la société civile. En se coupant des élus, des acteurs économiques et sociaux, de l'Université, il s'est placé en apesanteur vis-à-vis des Français et s'est aussi privé des moyens de surmonter le choc sanitaire et économique.

Angela Merkel a fait tout l'inverse en associant à son *Corona Cabinet* des présidents de Länder et des chefs d'entreprise en plus des ministres compétents. Par ailleurs, le débat a été beaucoup plus intense en Allemagne sur les différentes options possibles. Même si certaines erreurs ont été commises, ce système ouvert laissant jouer les contre-pouvoirs a donné des résultats bien meilleurs tant sur le plan sanitaire qu'économique, avec une récession inférieure à 5%, un chômage limité à 4,5 % de la population active et une dette publique contenue à 75 % du PIB.

Il faut par ailleurs se garder de tout anachronisme. Le cycle historique de la mondialisation libérale, avec ses points positifs à savoir le décollage des émergents et la sortie de pauvreté de 1,5 milliard d'hommes et ses aspects négatifs avec la déstabilisation de la classe moyenne des pays développés et l'explosion des inégalités, s'est clos en 2008. Depuis la mondialisation se fragmente, le protectionnisme est de retour et les États prennent leur revanche sur les marchés. Ce qui est inquiétant, c'est la constance du décrochage de l'Occident qui a démontré avec les guerres enlisées et perdues qui ont suivi les attentats de 2001 qu'il avait perdu le contrôle de l'ordre mondial, en 2008 qu'il avait perdu le contrôle du capitalisme, en 2016 qu'il avait perdu le contrôle du peuple, en 2020 qu'il avait perdu le contrôle de la santé publique.

La France a suivi ce chemin en pire. Elle n'a pas vraiment libéralisé car l'État est partout tout en témoignant de son incapacité à assurer les services de base qu'il est censé délivrer: éducation, santé, éducation. Et du coup, le secteur privé, qui n'a cessé de s'atrophier pour ne plus représenter que 35 % du PIB aujourd'hui, est incapable de s'adapter à la concurrence internationale et de compenser la dérive du système politique et social. Notre pays est ainsi le seul membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU qui



ne dispose pas de vaccin. Là encore il ne s'agit pas d'un accident. L'industrie française ne représente plus que 10% du PIB et nos entrepreneurs et chercheurs de talent s'exilent compte tenu de l'hostilité à la production et à la science qui empoisonnent la vie publique. Il est bien vrai que le décrochage de la France remonte à la fin des années 1970 qui vit naître la mondialisation. Mais ses causes principales se situent en France et non pas dans la mondialisation ou de l'Europe. À preuve, la divergence spectaculaire et douloureuse avec l'Allemagne, désormais seule leader de l'Union.

**Natacha POLONY.** - C'est sur ce point que nous pouvons à la fois nous rejoindre et diverger. La France est entrée dans ce cycle mais en gardant son modèle étatiste, l'état providence et la gestion par l'État du coût de toutes les conséquences de la désindustrialisation. La France entre de fait dans ce cycle en 1983 en choisissant de rester dans le serpent monétaire européen et, plus encore, en 1986 avec l'Acte unique européen qui libéralise les flux de capitaux, d'hommes et de marchandises. Et l'inflation administrative naît de l'illusion que l'on va retrouver un peu de prise sur le réel. Mais la France se retrouve de fait dans un monde dérégulé. Le taux d'imposition énorme et l'inflation administrative ne nous empêchent pas d'être soumis à ce libre-échange qui s'insinue dans tous les choix économiques de la vie quotidienne. Quand la grande distribution ruine les paysans et les PME en les obligeant à vendre à perte alors qu'ils doivent respecter des normes sociales et environnementales, c'est parce qu'elle peut acheter à bas coût à l'autre bout du monde. Et la question démocratique ressurgit: les citoyens n'ont jamais été réellement consultés, alors que cette question relève pourtant de choix fondamentaux.

**Le mouvement des gilets jaunes était-il déjà un cri de révolte contre la démocratie telle qu'elle est pratiquée actuellement?**

**Nicolas BAVEREZ.** - Ce mouvement de révolte d'une partie de la classe moyenne a été caricaturé et jugé de manière biaisée à la suite de sa prise en mains progressive par des minorités radicalisées. À son origine, il est parfaitement légitime et justifié. Il est le fruit de la détresse et de l'abandon d'une partie des Français et des territoires délaissés par les pouvoirs publics, auxquels le président de la République a voulu faire supporter, sous couvert

de taxe carbone, la charge principale de sa promesse démagogique de supprimer la taxe d'habitation. La lutte contre le changement climatique et l'écologie sont le défi principal de notre économie et de notre société.

## “**Des gilets jaunes reprenaient le vocabulaire et la mythologie de la révolution française dans sa dimension d'invention de ce peuple souverain.**”

Natacha Polony

La seule solution est de fixer un prix du carbone et de l'augmenter progressivement. Mais il faut le faire comme en Suède en débattant et négociant la décarbonation de l'économie, en redistribuant les fonds ainsi perçus vers ceux qui subissent l'impact principal tout en accompagnant les comportements vertueux pour l'environnement, certainement pas en alimentant le jeu de bonneteau budgétaire et fiscal qui permet aujourd'hui à la France de se retrouver à la tête d'une dette publique de 120 % du PIB. Au-delà de l'erreur majeure de politique économique, la révolte des gilets jaunes rappelle que les dirigeants n'ont pas le droit de mépriser les citoyens en démocratie.

**Natacha POLONY.** - Les gilets jaunes ont été la manifestation d'une exaspération qui existait depuis un certain temps. C'est une façon très française de manifester un symptôme. Dans d'autres pays, cette colère s'est exprimée à l'occasion d'un vote comme lors du Brexit au Royaume-Uni ou aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump. La destruction des classes populaires et des classes moyennes dans les différents pays occidentaux et cette impression de ne pas être traité comme des citoyens à part entière, tel était le sujet. Quand on vit sur un territoire désindustrialisé, confronté au chômage parce que les métropoles absorbent toute la richesse, un territoire dont les services publics se sont retirés, où les infrastructures sont en décrépitude totale, quand le seul bien dont on dispose, son logement, acquis à prix d'or, ne vaut plus rien, peut-on exercer sa liberté?

C'est ce qui m'a frappée dans le mouvement des gilets jaunes: des individus qui n'étaient pas politisés et qui prononçaient des phrases telles que «*nous sommes citoyens, nous sommes souverains*». Ils reprenaient le vocabulaire

et la mythologie de la révolution française dans sa dimension d'invention de ce peuple souverain. C'est révélateur. La taxe carbone a fait porter le fardeau de la responsabilité écologique sur des individus qui n'ont pas le choix de leur mode de vie. Ces individus sont les victimes d'un système économique et urbanistique qui les a rendus dépendant de leur véhicule du fait de l'éloignement de leur lieu de travail. C'était une injustice profonde. On a beaucoup parlé de la violence du mouvement - indéniable, surtout à partir du moment où il a été récupéré, en particulier par l'extrême gauche - mais le mépris de classe dont ils ont été l'objet était aussi d'une profonde violence.

**Dès les années 90, Christopher Lasch dans «*la révolte des élites et la trahison de la démocratie*» a mis en lumière la fracture entre les élites et le peuple. Sommes-nous face à une crise de la représentativité?**

**Natacha POLONY.** - Nous avons un problème spécifique en France qui est le non-renouvellement des élites. C'est notamment lié à la destruction de l'école républicaine. Des pans entiers du corps politique, du peuple en tant qu'entité politique, ne se sentent absolument plus représentés et soupçonnent, parfois à juste titre, ces représentants de défendre des intérêts de classe. C'est une bombe à fragmentation au cœur de la démocratie. Les demandes des gilets jaunes étaient un symptôme manifeste de cette crise de la représentativité.

**Nicolas BAVEREZ.** - Dans toutes les démocraties, les élites sont mises en cause en raison de la déstabilisation de la classe moyenne, de la montée des inégalités, du sentiment de dépossession des citoyens. La contestation des élites ne date pas de la crise du Covid-19, mais l'épidémie a été là encore été un révélateur et un accélérateur de leur aveuglement et de la faiblesse du leadership politique et économique face à la crise. La paupérisation des classes moyennes déstabilisées par la mondialisation et la révolution numérique, la montée des inégalités et de la violence préexistaient au virus, tout comme les dysfonctionnements de la démocratie représentative. Il faut désormais les prendre au sérieux, cesser de s'enfermer dans des condamnations morales et traiter les causes profondes du populisme.

La France demeure un cas particulier. Normalement les élites d'un pays démocratique sont plurielles et en concurrence ; elles varient selon les domaines politique, administratif, économique, culturel. En raison de la domination de l'État, la France possède des élites trop uniformes et centralisées. Dans les entreprises, on observe une évolution rapide en termes de féminisation, de rajeunissement, d'internationalisation. Mais le monde public demeure très en retard. Réforme de l'État et modernisation de la France sont plus que jamais indissociables.

**Si la crise du coronavirus a temporairement mis à mal certains droits fondamentaux, l'État de droit et l'extension des droits individuels n'entravent-ils pas la souveraineté populaire?**

**Natacha POLONY.** - La question est de savoir comment on définit réellement la démocratie. Ce n'est pas uniquement la souveraineté populaire mais elle est en fait grandement partie. C'est une combinaison entre souveraineté populaire et État de droit. L'un ne doit pas écraser l'autre et l'on constate, depuis quelques années, qu'une certaine interprétation de l'État de droit finit par museler la souveraineté populaire. C'est d'autant plus important que la République ne se confond pas avec la démocratie libérale à l'anglo-saxonne. La conception de l'espace public y est différente. Si l'on efface cette différence, on le voit avec la laïcité en tant que principe fondamental de la République, la capacité des citoyens à prendre des décisions ensemble, pour décider du type de société dans laquelle ils souhaitent vivre, s'en trouve réduite.

**“ La démocratie est le seul régime qui accepte que des voix hostiles à la démocratie puissent s'exprimer.**

Nicolas Baverez

La démocratie suppose la délibération et le respect des minorités et de la majorité. Mais cela ne fonctionne que si la majorité n'est pas la même en fonction des sujets traités. Quand les individus se détournent de la démocratie car ils n'y croient plus, le pouvoir de décision revient à une minorité qui peut se révéler hégémonique, surtout dans le cadre du scrutin

majoritaire. Si les citoyens ont toujours l'impression d'appartenir à la minorité et que la minorité se définit selon des critères sociaux ou des critères raciaux, alors la minorité n'accepte plus la décision de la majorité. La véritable communion nationale n'existe que si la communauté nationale accepte les décisions majoritaires et si elle conserve suffisamment de liens entre les citoyens pour qu'ils se déterminent, sur chaque problème, en fonction d'une diversité de facteurs. L'identitarisme actuel est problématique. Si l'individu se définit par une identité figée et qu'il se détermine sur chaque sujet, en fonction de cette appartenance, c'est l'explosion de la communauté nationale et la possibilité d'une véritable démocratie disparaît.

**Nicolas BAVEREZ.** - L'État de droit est déstabilisé par les deux bouts. D'un côté, l'individualisme radical qui dissout l'appartenance à une communauté de citoyens et qui nie la possibilité de vivre avec des gens différents, à l'image de la «woke culture» américaine. De l'autre, la restriction sans fin des libertés publiques, au nom de la sécurité, de la santé et demain de l'écologie, le développement d'une société de surveillance. Or l'État de droit est une dimension essentielle de la démocratie, surtout lors des périodes troubles. Par ailleurs, la minorité doit accepter la majorité et la majorité ne doit pas opprimer la minorité. La démocratie est le seul régime qui accepte que des voix hostiles à la démocratie puissent s'exprimer. Et elles doivent pouvoir continuer à le faire dès lors qu'elles ne basculent pas dans la violence.

**Un cadre supranational tel que l'Union européenne peut-il être réellement démocratique?**

**Nicolas BAVEREZ.** - En Europe, l'intégration pour l'intégration n'a aucun sens. L'Union ne peut disposer d'une souveraineté au plein sens du terme, qui doit demeurer l'apanage des États qui la composent. Mais elle possède une raison d'être essentielle avec la gestion des risques planétaires qui excèdent la dimension de nos nations, qu'ils relèvent de la finance, du commerce, du droit, de la sécurité, de la santé ou du dérèglement climatique. Dans ces domaines, l'Europe doit exercer pleinement ses compétences ; hors de ces domaines, elle doit se garder d'intervenir. Elle doit pour cela se remettre en question, notamment en se dotant d'une capacité de gestion de

crise qui n'est pas compatible avec ses modes de décision et de fonctionnement actuels comme l'a montré le fiasco des vaccins contre le Covid.

## “ Les partis de gouvernement ont évacué la question européenne, ce qui les a rendus incapables de prendre en compte la destruction des classes moyennes

Natacha Polony

Sur Maastricht, nombre des critiques émises contre le traité étaient fondées: la croissance ralentie de la zone euro et l'impuissance pour répondre aux chocs internes et externes l'ont montré au prix fort. Du point de vue de la démocratie, la situation la plus préoccupante me semble avoir été le contournement du rejet du projet de Constitution par le traité de Lisbonne. Il reste essentiel que le débat public se noue en Europe autour de l'objet, du périmètre et de l'avenir de l'Union, mais aussi que la volonté des citoyens, quand elle s'exprime soit respectée. Pour l'heure, les priorités ne vont pas à la révision des traités mais à la réorientation de l'Union vers la sécurité et une forme d'exercice de la puissance alors que ses institutions ont été imaginées et définies pour traiter de problèmes de droit et de marché.

**Natacha POLONY.** - À quoi doit servir concrètement l'Union européenne? C'est la question que nous devons nous poser collectivement, faute de quoi, il est impossible d'en établir un fonctionnement réellement démocratique. Elle doit servir à garantir une forme d'indépendance car sans indépendance, il n'y a pas de souveraineté du peuple, et donc pas de démocratie. Cette crise sanitaire est venue rappeler l'évidence, notamment à propos des masques ou des tests. Plus largement, l'union européenne doit garantir l'indépendance militaire (ce dont les États-Unis ne veulent pas), énergétique (là encore, les États-Unis tentent d'imposer leur pétrole de schiste), numérique (nous sommes une colonie numérique américaine), alimentaire (la France perd chaque jour des exploitations et détruit des terres arables) et monétaire.

L'euro n'a pas été pensé comme une monnaie internationale et l'union se soumet donc à l'extraterritorialité du droit américain. Or à chaque fois que les citoyens ont été consultés, le débat était placé sur le terrain moral, comme par exemple au moment du traité de Maastricht. Il fallait soutenir la signature du traité parce que «*l'Europe, c'est la paix*». À aucun moment il n'était possible de remettre en cause cette forme spécifique d'organisation de l'Union, car on était accusé d'être «*europphobe*» et de vouloir le repli. Sophisme pur. L'absence de débat sur ces questions a gangrené la vie politique et démocratique française. Les partis de gouvernement PS et UMP se sont autodétruits à force d'évacuer la question européenne, ce qui les rendait incapables de prendre en compte la destruction des classes moyennes, la désindustrialisation, d'évoquer les questions de fond.

**Trump a été censuré par les GAFAM. Cela ne laisse-t-il pas augurer un problème démocratique futur, avec les géants du numérique qui prendraient le pas sur les démocraties libérales?**

**Natacha POLONY.** - Le cas Trump est un cas d'école. Il est consternant de voir que les premières réactions lorsqu'il a été censuré par twitter, étaient des applaudissements de la part de journalistes et de commentateurs ravis de la décision. Il a fallu attendre plusieurs jours pour que certains prennent conscience du problème de fond, qui est indépendant de ce qu'on pense de Donald Trump. Nous sommes de fait entrés dans une époque où les réseaux sociaux fonctionnent comme une agora. Ils constituent de fait une part de l'espace public. Or que fait-on quand l'espace public est en réalité un espace privé, appartenant à des individus qui poursuivent des intérêts économiques et idéologiques? Le libertarisme californien, l'idéologie dominante des dirigeants des GAFAM, se revendique comme non démocratique au sens où ils considèrent l'État et la décision publique comme moins efficaces que les entreprises privées.

La question du déverrouillage des pulsions par les réseaux sociaux se pose aussi. Le citoyen est doté de libre arbitre, il est autonome et responsable. À partir du moment où les pseudonymes sont pratiqués sur les réseaux sociaux s'installe une forme d'irresponsabilité des individus. La recherche

des auteurs de troubles nécessite un travail judiciaire long, de sorte que l'auteur, au moment où il exprime sa haine, ses menaces ou ses mensonges, se ressent comme tout puissant, dans l'impunité absolue.

Une société régie par le spectacle et la consommation de masse a tendance à développer les pulsions contre la raison. Nous assistons à un profond recul de la rationalité et c'est particulièrement inquiétant. Aujourd'hui, le type humain que fabriquent nos sociétés est-il le citoyen? Je pense que la réponse est non.

**Nicolas BAVEREZ.** - Les réseaux sociaux sont une pièce majeure de la crise de la démocratie car ils constituent une machine à segmenter, polariser et radicaliser la société, à murer chaque citoyen dans son identité et ses opinions. En cela, ils sont le meilleur allié des populismes. La censure dont a été victime Trump n'est que l'ultime avatar du problème qui est apparu en 2016, avec la manipulation d'un certain nombre de scrutins par l'utilisation des données personnelles et par les interférences venants des démocraties, au premier rang desquelles la Russie. Sous les réseaux sociaux pointe le pouvoir de monopole des géants numériques, qui constituent une menace tant pour l'économie de marché que pour la démocratie. La solution passe par leur réintégration dans l'État de droit et la fiscalité. L'Europe a fait œuvre de pionnier avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et envisage désormais de se doter d'un cadre complet de régulation des plateformes digitales. C'est très positif à condition de ne pas se contenter de réguler mais d'être aussi capable de produire et d'innover.

**Quels sont les solutions à apporter pour combattre ce phénomène de délitement de la démocratie?**

**Natacha POLONY.** - Le monopole des GAFAM est un défi majeur: l'Union européenne a commencé à réagir mais elle a 15 ans de retard et il va falloir que les pays européens soient capables de parler d'une seule voix alors qu'ils ont des intérêts divergents. Des débats de fond vont être nécessaires, essentiels en raison du basculement du monde dans un système où le numérique est de plus en plus un lieu de pouvoir et de manipulation des



peuples. La capacité de l'Union à protéger ses citoyens face à ces dérives est primordiale. Ce sera l'une des solutions à cette crise démocratique. La création d'un espace numérique protégé et indépendant est vitale dans ce sens.

## “ L'épidémie de Covid servira de matrice au XXIe siècle, comme le fut la première guerre mondiale pour le XXe

Nicolas Baverez

La spécificité française est l'articulation entre les aspects démocratiques et sociaux. Il n'y a pas de liberté possible des individus sans un minimum d'égalité. Des inégalités trop criantes ne permettent pas aux individus d'exercer leur liberté. C'est pour cela que la vieille opposition entre liberté et égalité est parfaitement absurde. Il faut relancer l'ascenseur social à travers l'école, la formation professionnelle, pour permettre aux individus d'exercer leur libre arbitre et donc de participer à la délibération commune, la «*res publica*».

Il est également nécessaire, urgent, de relancer un véritable aménagement du territoire après 30 ans d'abandon. Si les inégalités territoriales sont énormes, le destin des individus est figé, ils n'ont aucun moyen d'exercer leur liberté.

Il faut également replacer la rationalité au cœur de la vie démocratique. Nous voyons tous à quel point il est devenu impossible de simplement se mettre d'accord sur le réel. Cela se manifeste de manière exacerbée aux États-Unis. Vous avez d'un côté des individus persuadés que «*le système*», les médias, les politiques, leur mentent, et qui n'admettent plus la vérité des faits, et de l'autre des gens qui considèrent que leur subjectivité blessée prévaut sur le réel, et que s'ils s'estiment choqués par quelque chose, peu importe que cette chose soit réellement choquante ou non. Il n'y a plus de débat possible dans ces conditions. Or, la démocratie postule la raison universelle comme condition de la délibération, et comme condition même d'une communauté politique.

**Nicolas BAVEREZ.** - L'épidémie de Covid servira de matrice au XXI<sup>e</sup> siècle, comme le fut la première guerre mondiale pour le XX<sup>e</sup>. Elle va créer une nouvelle hiérarchie des puissances, des entreprises et des catégories sociales. La démocratie et la liberté politique seront l'enjeu premier de ces transformations. Le XIX<sup>e</sup> siècle fut dominé par l'affrontement de la démocratie contre les sociétés d'Ancien régime, le XX<sup>e</sup> siècle par la lutte à mort entre la démocratie et les totalitarismes. Le XXI<sup>e</sup> siècle voit la démocratie prise sous le feu croisé du fanatisme religieux avec les djihadistes, des démocraties et des mouvements populistes. La crise du Covid constitue pour elle un ultime avertissement.

Natacha Polony conclut son livre en appelant à la reconquête ; je parlerais pour ma part de reconstruction. Notre situation est comparable à celle de 1945, heureusement sans guerre mondiale pour l'instant: l'économie de marché, la cohésion des nations, l'unité des démocraties sont menacées et doivent être réinventées. Ce n'est pas inédit dans l'histoire contemporaine: à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle puis dans les années 30, les démocraties furent profondément déstabilisées. Il nous faut donc reconstruire. Reconstruire le capitalisme en rompant avec les rentes et les bulles spéculatives pour nous adapter collectivement aux deux révolutions du numérique et de l'écologie, en nouant un nouveau contrat économique et social qui permet de revenir à la production, à l'innovation, à la juste distribution des richesses.

Reconstruire la démocratie en annihilant le danger populiste par la suppression des causes de son succès, ce qui suppose d'éduquer, d'intégrer, de soutenir la jeunesse, mais aussi de cesser de tolérer la violence et la haine. Reconstruire l'Europe qui ne peut continuer à dépendre de la Chine pour les biens essentiels et des États-Unis pour sa sécurité: je crois à la civilisation européenne, à l'existence d'un mode de vie européen, à une conception singulière de la liberté qui doit protéger et organisée pour ses 450 millions de citoyens. Reconstruire la France enfin, dont le redressement conditionne par ailleurs la réorientation de l'Union. Comment prétendre à la souveraineté d'un pays qui livre les clés de son destin aux marchés financiers à travers sa dette publique, à ses partenaires commerciaux du fait de son incapacité à produire, à ses ennemis du fait de la déliquescence de la citoyenneté? On ne naît pas citoyen d'une démocratie ; on le devient par une

éducation à la liberté, à la raison et à la responsabilité. Cette éducation a été abandonnée en France depuis des décennies. Elle constitue le défi le plus important de ces prochaines années qui seront décisives pour la capacité de notre pays à se relever. Or l'épidémie de Covid nous ouvre aussi des possibilités nouvelles, comme on le voit avec l'exil des jeunes qui quittent les métropoles pour s'installer dans les villes moyennes, avec la flexibilité qu'offre le télétravail, avec la vitalité de la société française qui a permis de pallier en partie la faillite de l'État face à l'épidémie. Nous ne devons pas laisser perdre, après tant d'occasions perdues, ce qui constitue sans doute la dernière chance de redresser la France, de surmonter quatre décennies de lent déclassement et de reprendre pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

**À VOIR AUSSI** - Libertés: la France est-elle une démocratie défailante?

*Sommes-nous encore en démocratie?*, de Natacha Polony, L'Observatoire, 96 p., 10 €.

,

*L'Alerte démocratique*, de Nicolas Baverez, L'Observatoire, 240 p., 19 €.